

Relations internationales

qu'elle n'aimait pas les résultats, a refusé de les reconnaître. Un homme du nom de Duarte s'est porté candidat à une et peut-être à deux occasions et, chaque fois, il a vu que l'armée refusait de respecter les résultats des élections.

Dans le contexte actuel, le barreau salvadorien refuse d'aider le gouvernement à fixer le règlement d'élection parce qu'il reconnaît, comme nous, que ce serait travestir la démocratie que de tenir des élections dans les conditions actuelles. C'est là quelque chose que nous devons, nous aussi, bien comprendre.

● (1550)

Outre le fait indéniable qu'on ne peut pas tenir des élections dans une atmosphère de terreur, il y a une autre chose qui me préoccupe à propos des gouvernements en général, y compris le nôtre. Le gouvernement du Canada a fait certaines déclarations, et j'espère qu'il les révisera, et s'est dit partisan d'élections dans des circonstances tout à fait inacceptables à un adepte de la démocratie.

Notre gouvernement rend donc un autre mauvais service aux habitants de ce pays, de façon un peu plus subtile cette fois, comme on me l'a signalé lors de ma visite. Le gouvernement du Canada affirme que nous devons appuyer le gouvernement Duarte parce qu'il s'est engagé à tenir des élections. Cet engagement donne une apparence de respectabilité à ce qui se passe dans ce pays et, à cause de cela, les gens qui tiennent vraiment à ce qu'il y ait des élections disent: «Bien, si le gouvernement veut organiser des élections, ce doit être un assez bon gouvernement.» Le raisonnement selon lequel nous devons appuyer le gouvernement du Salvador parce qu'il a promis de déclencher des élections a donc un aspect plus sinistre, que ceux qui tiennent ce raisonnement s'en rendent compte ou pas. Je le répète, ce raisonnement donne un semblant de respectabilité à un gouvernement, à une junte, que n'importe quel peuple civilisé mépriseraient lorsqu'on songe à ce qui se passe dans ce pays-là.

Quatrièmement, je voudrais dissiper un autre mythe: les deux côtés, prétend-on, sèment également la terreur. Il faut faire une distinction entre la violence et la terreur. La violence est un aspect inévitable de la guerre civile. Dans toute guerre civile, un groupe de la société se soulève contre un autre groupe et, bien entendu, il y a toujours des morts des deux côtés, ce qui est regrettable. Par ailleurs, quand je parle de terreur, je veux parler du massacre à des fins politiques de non-combattants, d'hommes, de femmes et d'enfants innocents. Ce sont des victimes innocentes.

Vu qu'on a prétendu que l'on employait des tactiques de terreur des deux côtés, je tenais donc à titre de démocrate socialiste à voir si c'était bien le cas. J'ai parlé à des gens que je jugeais dignes de foi et capables d'interpréter honnêtement ce qui se passe. J'ai parlé à des gens qui travaillent pour l'Église. A Mexico, j'ai rencontré M. Roberto Cuellar, qui est directeur du service juridique de l'archevêque de San Salvador. Je lui ai posé la question suivante: qui pratique le terrorisme? Je lui ai demandé qui s'était montré coupable de ces actes abominables—et il existe des photographies illustrant les formes de torture les plus atroces qui se pratiquent. Je lui ai demandé quels étaient ceux qui commettaient ces actes inhu-

mans contre des hommes. On m'a répondu que la culpabilité n'était pas la même dans les deux camps. Tel n'est pas le cas.

Je le répète, j'ai obtenu ces renseignements d'un collaborateur de l'archevêque. Il m'a assuré que lorsqu'on lui rapportait qu'un homme, une femme ou un enfant avaient été mutilés, il allait vérifier sur place avant qu'on ne fasse le compte. C'est pourquoi le nombre de corps recensés si je puis m'exprimer ainsi est beaucoup moins élevé que ne le montrent d'autres statistiques que j'ai consultées. Cela s'explique du fait qu'une véritable inspection a été effectuée et que de telles inspections permettent de retracer les responsables de ces meurtres. Selon le rapport que j'ai reçu de M. Cuellar, 80 à 90 p. 100 des actes de terrorisme sont imputables aux forces de sécurité du Salvador. Ils ne sont généralement pas le fait du Front populaire.

A coup sûr, certains actes de violence de nature terroriste sont commis ici et là par le Front. M. Cuellar l'a signalé aussi, mais ce sont précisément des actes isolés. Il ne s'agit pas d'une politique systématique, d'une forme de barbarie systématisée, comme celle que pratiquent les forces de sécurité avec au moins l'accord tacite et la complicité de l'armée salvadorienne.

Il y a un cinquième mythe: on croit généralement que si la guerre civile se poursuit, les deux parties en sont responsables au même degré. Ce n'est pas vrai non plus. Une seule partie a manifesté le désir de négocier un règlement—c'est le Front de libération dans lequel des socialistes démocrates, des démocrates chrétiens et des marxistes-léninistes font la guérilla côte à côte. Le Front de libération qui représente de nombreuses couches de la société salvadorienne a exprimé le vœu—et il est le seul à l'avoir fait—de négocier un règlement. Il veut mettre un terme à la violence par voie de négociation. Le gouvernement, pour sa part, ne veut pas de règlement négocié. Il s'en tient au programme qu'il s'est fixé, c'est-à-dire qu'il veut organiser des élections dans un an pour former une partie de la structure démocratique qu'il envisage d'instaurer, puis d'autres élections dans deux ans pour une autre partie de cette structure.

Il convient de signaler que le gouvernement tient absolument à remporter une victoire militaire. C'est en effet ce que l'on peut déduire de son refus de négocier maintenant. Disons-le carrément, il veut que la tuerie se poursuive. Il veut que les actes de violence se multiplient jusqu'à ce qu'il puisse sortir victorieux de la lutte. Je tiens à signaler par ailleurs que, si le gouvernement ne fait rien pour enrayer la violence, ceux qui lui viennent en aide et qui le soutiennent sont également responsables. Je songe notamment aux États-Unis d'Amérique qui sont impliqués directement dans ce conflit.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Je tiens à préciser que le gouvernement du Canada a aussi sa part de responsabilité; en effet, en se déclarant d'accord avec la façon dont le gouvernement Duarte entend organiser des élections démocratiques, il encourage de même coup le recours à la violence pour mettre fin à la guerre civile.

Des voix: Bravo!